



Edito

TUNISIE: notre hommage à CHOKRI BELAID

L'assassinat de notre camarade Chokri Belaid dirigeant du Front Populaire de Tunisie s'inscrit dans une politique contre les forces du mouvement ouvrier. On se souvient des attaques des sbires salafistes contre le syndicat UGTT, avec cette même haine que les partisans de l'ancien dictateur Ben Ali. Ces actes méprisables ne sont pas isolés car les mêmes violences sont utilisées contre les jeunes, les femmes et les travailleurs en Égypte. Dans les deux cas, les projets de nouvelles constitutions menacent les libertés démocratiques et les droits des travailleurs.

Ces forces islamistes qui ont rallié tardivement le processus révolutionnaire qui a renversé les dictatures ont usurpé, une fois au pouvoir, la révolution aux peuples en menant la même politique ultra libérale que les pouvoirs précédents.

Les révolutions arabes avaient une double motivation : la liberté et la justice sociale tandis que les directions islamistes vont à l'encontre des deux.

Croire et suivre une religion est un droit que nous respectons profondément. Cette croyance doit rester dans la sphère privée et en aucun cas prétendre à régir une société ou un pays qui par nature même rassemble des gens différents.

C'est pour cela que nous dénonçons l'utilisation des religions quelles qu'elles soient contre le combat des travailleurs, ou celui des droits des femmes, où quand elles servent à persécuter des minorités quelles soient sexuelles ou ethniques. Nous ne faisons pas plus de différence entre des djihadistes au nord du Mali qui martyrisent les populations et l'armée de résistance du seigneur de Joseph Kony d'obédience chrétienne qui sème la désolation partout où elle passe.

Chokri Belaid était un militant de très grande valeur, nous voulons à travers ces lignes exprimer toute notre solidarité à sa famille et à ses camarades, cette même solidarité que nous exprimons aux peuples victimes de l'intolérance et de la folie religieuse.

Paul Martial

SOMMAIRE

Edito

Tunisie : hommage à Chokri Belaid

Brèves

Mali : uranium appauvri

Togo : Retour de flamme

Biya adoubé par Hollande

La vérité sur l'assassinat de Sankara

Rwanda : sur un Barril de poudre

Nouvelles du Continent

Madagascar : Élections, pillage et pauvreté

Djibouti : élections sous parapluie

Kenya Élection à haut risque

Tunisie : affrontements partisans

Niger interview de la dirigeante de Gren

Françafrique

Bilan de la semaine anticoloniale

Dossier Mali

L'intervention de la France au Mali

Le pyromane et le pompier

Interview SADI

Culture

"Mon Général" de Marcel Zang

MALI : uranium appauvri



Drapeau du mali

De fortes présomptions existent quant à l'utilisation par l'armée française de « munitions flèches ». Ces munitions dotées à leur extrémité d'uranium appauvri qui a un double « avantage » : il augmente la puissance de perforation et son coût est bien moindre que le tungstène qui est aussi utilisé.

Mais lorsque ces armes explosent, elles libèrent des particules hautement radioactives. L'impossibilité pour les journalistes de couvrir le conflit en toute indépendance ne peut que renforcer nos craintes que ces armes soient réellement employées.

Paul Martial

TOGO : retour de flamme

Alors que tous les regards se sont tournés vers le Mali, Faure Gnassingbé a tenté de profiter de l'occasion pour faire un mauvais coup. Suite à l'incendie des marchés de Kara et d'Adawlado dans la capitale togolaise, le tyran françafricain a emprisonné la plupart des dirigeants de l'opposition les accusant d'en être les auteurs. La manœuvre était un peu trop grosse et les dénonciations tant au Togo qu'en France semblent porter leur fruit. Gnassingbé se trouve décrédibilisé pour organiser des élections, législatives et locales, sincères et démocratiques aux yeux du monde.

Paul Martial

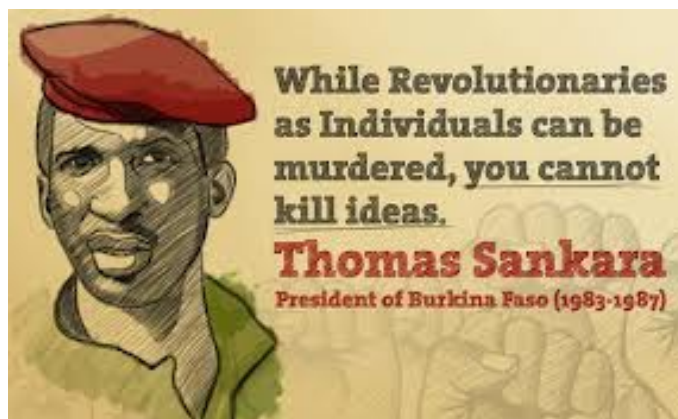
CAMEROUN : Biya adoubé par Hollande

Le président suisse-camerounais a tout de même réussi à décrocher son invitation à l'Élysée. François Hollande empêtré dans sa guerre malienne a maintenant besoin de tous les soutiens africains même si leur politique est décriée. Ainsi Amnesty international a souligné les « graves atteintes aux droits humains », Greenpeace a dénoncé la déforestation au profit de la culture de l'huile de palme conduite par des multinationales de l'agroalimentaire. Quant à la situation sociale, elle se dégrade preuve en est les récentes et nombreuses coupures d'électricité dans le pays. Décidément pas

plus de changement en France qu'au Cameroun.

Paul Martial

BURKINA FASO : la vérité sur l'assassinat de Sankara



Thomas Sankara

Une conférence de presse s'est tenue à l'Assemblée nationale pour faire le point sur la demande d'une commission d'enquête parlementaire visant à faire toute la lumière sur l'implication de la France dans la mort de Thomas Sankara. Les deux députés présents Chassaigne, du Front de Gauche et Sergio Coronado, d'Europe Écologie les Verts, ont annoncé une démarche commune auprès du groupe socialiste afin que cette commission voie rapidement le jour.

Paul Martial

RWANDA: Barril de poudre !

Au fur et à mesure que les investigations du juge Trévidic progressent, l'implication de la France dans le génocide du Rwanda se précise. Ainsi lors d'une perquisition au domicile de Paul Barril, des documents pour le moins compromettants ont été découverts comme, la demande de 1000 mercenaires par Augustin Bizimana, ministre de la Défense du gouvernement intérimaire dirigé par les extrémistes hutu génocidaires ou des factures d'armes de munitions et d'assistance. Rappelons que Barril a joué un rôle central dans l'enquête du juge Bruguière qui a tenté d'exonérer les responsabilités de la France dans le massacre de 800 000 tutsi et hutu modérés, l'extermination d'un million de Tutsi et l'élimination des opposants.

Paul Martial

MADAGASCAR : élections, pillage et pauvreté

La « crise » malgache actuelle – commencée en 2009 – procède de façon quasi permanente d'une lutte entre des fractions dirigeantes politico-affairistes (menées par des *tycoons*¹ locaux, dont Ravalomanana et Rajoelina) pour le contrôle du pouvoir sous la pression d'enjeux géopolitiques entre multinationales et puissances étrangères anciennes et/ou émergentes. D'escalades en surenchères, cette compétition au sommet a très vite dégénéré en véritable chaos dans lequel la population étouffe...

Le processus de sortie de cette crise, articulant diverses et successives solutions malgache-malgaches, d'un côté, et diktats de la « communauté internationale » (ONU, UE, UA, SADC)², de l'autre, a mis et continue de mettre en œuvre un « partage du pouvoir » entre fractions belligérantes. La « feuille de route » de sortie de crise, signée officiellement le 17 septembre 2010 par la quasi-totalité des groupements de politiciens est un corpus d'engagements des acteurs politiques construit grâce à la médiation de la SADC (mandatée par l'Union africaine selon le principe de subsidiarité pour traiter de la sortie de crise). Rappelons que de cette « feuille de route » ont procédé le référendum controversé du 17 novembre 2010 pour la IV^e république puis la constitution de l'actuel gouvernement d'« union nationale », la désignation d'un Premier ministre consensuel et la définition d'un calendrier électoral.

Un processus électoral de « sortie de crise » incertain

Les renoncements respectifs – sous la pression de la « communauté internationale » – du président renversé et exilé, Ravalomanana, le 12 décembre 2012, et du putschiste et actuel président de la transition, Rajoelina, le 15 janvier 2013, à se présenter à la présidentielle sont censés permettre d'aller vers une « sortie de crise apaisée ».

Le 5 février 2013, la CENIT³ (Commission électorale nationale indépendante de la transition) annonce, avec l'aval de la SADC et des Nations unies, que l'élection est reportée du 8 mai au 24 juillet.

Mais l'UE n'annonce toujours pas la fin des sanctions prises, dans le cadre de l'accord de partenariat ACP-UE, à l'encontre de Madagascar pour faits d'accès au pouvoir des dirigeants actuels sans processus électif : elle réclame des efforts supplémentaires pour le retour à l'ordre constitutionnel par une application plus complète de la « feuille de route ». Pour l'heure, Madagascar reste donc privé de l'essentiel du 10^e FED (Fonds européen pour le développement), d'un montant de près de 600 millions d'euros. L'UE a néanmoins consenti à débloquer 100 millions dans le cadre d'une aide humanitaire.

Le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA accorde, quant à lui, une attention particulière à l'application des dispositions de la « feuille de route », dont l'article 20 concernant le retour

« sans condition » des exilés politiques. Le 16 février, il donne jusqu'à début avril pour trouver une issue à cette question, sinon l'île restera suspendue des activités de l'organisation, liant clairement le règlement du cas du retour de Ravalomanana à la levée des sanctions qui pèsent sur les dirigeants issus du putsch de 2009.

D'aucuns ne manqueront pas de pointer dans ces « conditionnalités » imposées une myopie politique qui fait payer à un peuple les aberrations de ses dirigeants... D'autres y verront le renforcement d'un processus de sape (commencé depuis des décennies) de la souveraineté malgache par rapport aux enjeux géostratégiques en cours.

En somme, le processus électoral de « sortie de crise » reste incertain... Si, d'un côté, les parts de financement des élections par la « communauté internationale » ne semblent toujours pas pleinement assurées, il se confirme, d'autre part, que les fractions dirigeantes « en guerre » se sont redéployées en vue d'une nouvelle phase exacerbée du « partage du pouvoir », les deux faits étant probablement liés. Après son renoncement à la présidentielle, on a vu Rajoelina réclamer une inversion du calendrier pour qu'une majorité parlementaire issue des législatives – qu'il aurait organisées comme président de la transition – le porte à la primature tel un « Poutine tropical »... L'élection opposerait alors quelques autres tycoons, seconds couteaux de Rajoelina et de Ravalomanana, un certain nombre de politiciens ambitieux et fortunés et quelques réformistes dont la présidente du parti Vert, Hasin'i Madagasikara.

Un chaos organisé pour piller...



Rajoelina et Ravalomanana

Mais y aura-t-il seulement élections ? Les mises en œuvre actuelles de stratégies et de tactiques encore plus cyniques par les belligérants politico-affairistes extérieurs et intérieurs du chaos malgache ne sont probablement pas de bon augure pour les 21 millions de Malgaches en quête de sérénité et d'un peu de mieux-être... Mais la majorité de la population n'est pas dupe des enjeux du micmac politicien-affairiste ambiant. Multinationales et puissances anciennes et/ou émergentes, alliées à leurs clientèles locales respectives, rivalisent.

Certaines veulent contrôler les ressources minières (le canadien

Nouvelles du continent

Rio Tinto, d'un côté, et le chinois Mainland Mining, de l'autre : l'ilménite ; l'australien Sherritt International : le nickel et le cobalt ; l'allemand Tantalus, d'un côté, et le français Rhodiapour, de l'autre : les « terres rares », 17 métaux stratégiques dont la série des lanthanes, plus le scandium et l'yttrium ; l'indien Varun : l'exploration d'uranium dans la région d'Amoron'i Mania et dans le Menabe),

D'autres entendent s'assurer les ressources pétrolières (le chinois Sunpec dans le Canal du Mozambique, Total, investissant à la fois dans l'*off-shore* et le schiste bitumineux, Varun, prospectant du pétrole sur plus de 5 000 km² au sud de Mahajanga et du gaz au large de l'île Sainte-Marie, etc.)

D'autres encore veulent accaparer les ressources foncières (à l'exemple de l'italien Tozzi Green et des Indiens Landmark dans l'Ihorombe et Varun dans le Nord, après les turpitudes du sud-coréen Daewoo Logistics dans le Nord-Est et l'Ouest (avant qu'elles ne soient suspendues, selon des déclarations de la transition)... en tout cas, des accaparements de terres pour la plupart dans le but de produire, avec des semences transgéniques, selon certaines hypothèses, de l'agrocarburant au bénéfice des économies des puissances étrangères.

Marché de dupes en général au vu des redevances pour Madagascar sans commune mesure avec les bénéfices attendus par les multinationales. En principe toutefois – puisqu'aucune institution de la transition n'a été élue, et n'a donc aucune légitimité – aucun contrat d'exploitation promis à X ou Y pendant cette « crise » ne peut être véritablement acté : s'il le voulait, un éventuel pouvoir issu d'une consultation électorale pourra légitimement annuler tout contrat « signé » par la transition actuelle. S'il le voulait ! Il reste que les forcings actuels sur les ressources foncières, minières et forestières expulsent déjà quantités de paysans, agriculteurs ou pasteurs, des terres sur lesquelles ils vivent et travaillent depuis plusieurs générations, ce qui met en péril l'agriculture familiale nourricière jusqu'à la sécurité et la souveraineté alimentaires du pays.

Le rapport économique d'octobre dernier de la Banque mondiale fait état d'une perte cumulée de revenus pour le pays d'environ 6,3 milliards USD durant cette « crise » : c'est environ 60 % du PIB annuel rien que pour les 4 dernières années. En rapportant par ailleurs les premières estimations de 2008 à 2012, la Banque mondiale estime que près de 4 millions de personnes de plus qu'en 2008 (c'est-à-dire avant la « crise ») sont passés sous le seuil de pauvreté, ce qui place Madagascar parmi les

pays ayant le nombre le plus élevé de pauvres.

La « crise », en tout cas, a pour effet de faire rater au pays la majorité des progrès vers des défis de longue durée inclus dans les « objectifs du millénaire pour le développement » (OMD). Ainsi, ne seront pas atteints en 2015 les objectifs de la lutte contre la pauvreté, la faim, la maladie... Cette situation s'articule avec la recrudescence de l'insécurité, la mauvaise gouvernance de l'exploitation des ressources naturelles et le progrès limité dans la lutte par le haut contre la corruption.

Des mouvements sociaux porteurs d'espoir...

Trente ans de libéralisme ont laissé des marques et des réflexes dans les esprits. Traumatisée par le « tournant libéral » du socialisme administratif de l'amiral rouge Ratsiraka, puis chloroformée par la propagande ultra-libérale et « christianiste » de Ravalomanana et ensuite mystifiée par la surenchère affairiste et pseudo-souverainiste actuelle procédant du putsch de 2009, la population malgache construit ses nouvelles résistances par la base, sans attendre recettes ni appareils... Les nouveaux mouvements sociaux relativement auto-organisés de la présente période sont porteurs d'espoirs : ils font directement face aux multinationales (Sherritt International, Rio Tinto, Mainland Mining, Tozzi Green, Landmark, Varun, etc.), aux autorités locales complices et au pouvoir central autoritaire : revendications salariales et professionnelles, mobilisation contre des accaparements de terres, dénonciations de désastres écologiques, défenses de droits, liberté d'expression, liberté de la presse, etc. Alors, qui vivra verra, comme on dit...

Pierre Sidy

(1) Selon wikipedia : en anglais, *tycoon* signifie « magnat » ou homme d'affaires prospère (appelé autrefois également *nabab*).

(2) ONU, UE, UA, SADC : Nations Unies, Union européenne, Union africaine, Communauté de développement de l'Afrique australe.

(3) La CENIT est prévue et installée par la *Feuille de route* pour la sortie de crise.

DJIBOUTI : élections sous parapluie militaire occidental

À Djibouti, les élections se succèdent et se ressemblent. Après 10 ans de boycott, les partis politiques d'opposition ont décidé de participer aux législatives du 22 février, malgré le veto opposé à toute réforme de procédure électorale pour assurer les conditions minimales de transparence. Deux facteurs ont encouragé les forces de l'opposition à franchir le Rubicon : l'aspiration profonde et massive de la population à un changement et le dépérissement du parti unique Rassemblement populaire pour le progrès (RPP).

Les manifestations populaires qui ont débuté en janvier 2011 et ont culminé lors du rassemblement de 18 février 2012 à la place Nasser, ont continué malgré l'interdiction jusqu'à aujourd'hui et ont galvanisé les partis d'opposition, paralysés par les harcèlements policiers et judiciaires de leurs cadres. À Balbala, Ali-Sabieh, Tadjourah et enfin à Obock le 30 novembre 2012, la gendarmerie a tiré sur des collégiens tuant deux jeunes de 14 ans, et blessant une vingtaine d'entre eux. Plusieurs autres manifestations se sont déroulées un peu partout dans le pays, en solidarité avec les jeunes d'Obock.

Malgré le passage en force pour briguer un troisième mandat en avril 2011, le chef de l'État n'a pas été en mesure de donner un souffle nouveau à son régime. L'on assiste depuis à une paralysie du travail gouvernemental, tirailé par des rivalités de personnes qui veulent s'enrichir à tout prix très rapidement, à l'image de leur mentor.

Ce malaise est encore plus profond au niveau du parti unique, le RPP, qui domine la vie politique depuis sa création à Dikhil en 1979, et a été complètement discrédité par un rapport d'évaluation interne, rendu public en juillet 2012. Ce parti-État est certes en crise depuis plus de 20 ans, après la mise à l'écart de ses quatre principaux dirigeants par Hassan Gouled, le chef de l'État de l'époque, pour permettre à son neveu Ismaël Omar de lui succéder. Ce fut une des toutes premières successions dynastiques, bien avant le Togo et le Gabon. Dès lors son affirmation rapportée par *Jeune Afrique* selon laquelle il a déjà choisi la personne qui lui succèdera prend tout son sens. Dès qu'il prend les rênes du pouvoir en avril 1999, Ismaël Omar privilégie les appareils sécuritaires au détriment du parti unique qui sera vidé de ses éléments les plus influents. Il s'appuiera aussi beaucoup sur de petites structures associatives et non gouvernementales. Il sera aidé dans cette tâche d'encadrement et de maillage associatif par son épouse Kadra Mahmoud qui semble experte dans ce domaine. Elle en a profité pour placer plusieurs de ses proches aux postes de responsabilité.

Le régime a cannibalisé les formations qui se sont alliés au RPP, y compris la faction dissidente du FRUD. Ce régime ne s'embarrasse guère de précautions pour neutraliser les partis d'opposition. Il peut les dissoudre sous n'importe quel prétexte, comme il l'a fait pour le mouvement pour le renouveau démocratique (MRD), les cloner en transférant leur légalité, ce qu'il a fait pour le Parti National Démocratique (PND) d'Aden Robleh : du coup, ce vieux militant indépendantiste se trouve à la tête d'un PND illégal. Le Mouvement pour la démocratie et la liberté (MODEL) n'a pas obtenu sa légalisation.

Malgré cette volonté du chef de l'État de tout régenter, ces trois partis sans statut légal se sont unis sous le nom d'Union pour le salut national (USN) *in extremis* le 16 janvier 2013 avec trois autres formations d'opposition : l'Alliance Républicaine pour le développement (ARD), l'Union pour la démocratie et la justice (UDJ) et le Parti djiboutien pour le développement (PDD). Ils ont porté à leur tête Ahmed Youssouf président de l'ARD (parti le plus important de la coalition), choix qui aurait fortement déplu au chef de l'État, au point d'oublier de le citer comme

leader dans *Jeune Afrique*. Malgré la faiblesse des moyens, l'opposition a pu mobiliser massivement la population lors de meetings dans la capitale, à Obock, Tadjourah, Dikhil et Ali-Sabieh. Ce n'est pas tant l'attrait du programme fait à la hâte par l'USN qui a attiré autant de monde que la désaffection et le rejet d'un pouvoir qui perdure depuis 36 ans.

La population vit un chômage de masse, les jeunes qui sont complètement abandonnés à leur sort constituent le gros des bataillons des rassemblements de l'opposition. Selon l'organisme américain d'alerte, Fews Net, les ménages des zones pastorales du Nord et du Sud-Est vivent des situations de crise alimentaire. La région d'Obock se trouve dans une insécurité alimentaire élevée comme les ménages pauvres de la capitale et la mortalité du bétail est très importante.

Les problèmes de santé dans ces zones du Nord et du Sud-Ouest sont aggravés par le blocus qu'impose le régime depuis plus deux décennies. Dans le district de Tadjourah, une épidémie de paludisme a fait de nombreuses victimes. M. Ewado, président de la LDDH (Ligue djiboutienne des droits de l'homme), a lancé un appel urgent aux institutions spécialisées (PAM-OMS-MSF) le 11 février pour venir en aide à ces populations nomades.

C'est dans ce contexte qu'ont eu lieu les législatives, le 22 février. Comme prévu, l'UMP (Union pour la majorité présidentielle) a proclamé sa victoire le 23 février, ce qu'a contesté l'USN. Dans les districts d'Obock, de Tadjourah et de Dikhil, il n'y pas eu d'élection, les militaires ont expulsé les délégués des bureaux de vote et ont procédé au bourrage des urnes, d'où les scores de 96,56 %, 83,40 % et 88,10 %. Dans les districts d'Arta et d'Ali Sabieh, il y a eu de fraudes massives. Dans la capitale, l'USN a remporté la victoire mais le ministre de l'intérieur a tout simplement inversé les résultats.

L'USN a décidé de contester dans la rue les fraudes : lundi à 15 heures, gendarmerie, police et garde républicaine avaient investi la place Nasser où devait se dérouler le rassemblement. Plus de 300 personnes ont été arrêtées dès 10 heures, plusieurs dirigeants de l'USN ont été interpellés avant d'être relâchés dans l'après-midi. Deux leaders, Abdourahman Bachir et Abdourahman God, ont été arrêtés et emprisonnés. Les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogènes et de tirs à balles réelles. Il y aurait 15 blessés et on parle de quatre morts au moins...

Le régime de Djibouti comme toute dictature ne tire aucune leçon de ce qui s'est passé ces deux dernières années en Tunisie, en Égypte ou ailleurs. Il n'y a rien à espérer de ce côté.

Mais certaines questions se posent pour l'opposition : Quel sera l'avenir de l'USN ? L'unité obtenue avec beaucoup de difficultés, sera-t-elle durable ? De coalition électorale, l'USN pourra-t-elle se transformer en union politique ?

Le FRUD, par ses actions militaires de novembre 2011 et par des interventions auprès des responsables politiques et associatifs, a contribué à l'union de toutes les composantes de l'opposition. Pour lui, ce qui est important c'est d'avoir une voix unifiée et un interlocuteur, l'USN : ce qui est visé, c'est la mise en place d'un forum de transition capable de proposer un programme d'alternance.

Pierre Sidy

KENYA: effervescence électorale aiguë

Élections générales le 4 mars prochain au Kenya, la locomotive économique libérale d'Afrique de l'Est, ce pays disposant d'une réputation internationale de sécurité, de stabilité démocratique, de prospérité économique reposant sur le commerce avec, notamment, le port de Mombasa comme débouché maritime obligé pour les voisins, Ouganda, Rwanda et Sud-Soudan et le tourisme, et allié clé des Occidentaux, États-Unis en tête, dans leur lutte contre la nébuleuse islamiste Al-Qaïda dans la région, notamment en Somalie voisine. Il s'agira de désigner le prochain chef de l'État, les sénateurs, les gouverneurs, les membres du Parlement, etc. C'est la première présidentielle depuis 2007 où le sortant Mwai Kibaki avait été déclaré vainqueur alors que les partisans de Raila Amolo Odinga, son opposant, avaient contesté cette réélection en raison de fraudes massives. La contestation avait dégénéré en violence dans plusieurs villes du pays où les partisans des deux hommes se sont entretués, ce qui a occasionné plus de 1 000 morts et 300 000 déplacés : la sortie de cette crise postélectorale a consisté en un partage du pouvoir avec le vaincu Raila Odinga qui avait voté « non » au référendum de 2010 mais avait été nommé Premier ministre.



L'élection de mars est aussi la première sous la nouvelle constitution approuvée par 68 % des voix au référendum où le président, Mwai Kibaki, avait fait voter une réforme donnant plus de pouvoir au chef de l'État.

Cliantélisme et coalitions

Depuis l'indépendance en 1963, le pouvoir politique au Kenya a été concentré dans les mains d'un groupe toujours plus rétréci d'élites autour de la présidence : ce sont quasi exclusivement des Kikuyu, l'ethnie majoritaire, qui ont tenu les rênes du pays ; Mwai Kibaki est le dernier de la série, quand Jomo Kenyatta en fut le premier. La polarisation au sein des classes dirigeantes politico-affairistes oppose les mêmes clientèles, même si les alliances se nouent et se dénouent de façon opportuniste et intéressée, souvent à une grande vitesse. Ainsi, Kibaki ne se présentant pas, nous assistons à un affrontement d'« héritiers dynastiques » : cette fois-ci à celui d'Uhuru Kenyatta et du fils d'Oginga Odinga, vice-président historique devenu opposant principal du « père de l'indépendance ». Les alliances et oppositions ont aussi et souvent des colorations ethniques : Kibaki soutient Uhuru Kenyatta à la présidentielle parce qu'ils sont tous deux kikuyu, tandis qu'Odinga est luo.

Quatorze millions d'électeurs sont appelés à se rendre aux urnes.

Huit candidats : huit coalitions pour le ticket « président / vice-président » sont en lice.

Deux sont favorites : « Jubilee » avec Uhuru Kenyatta (The National Alliance) en candidat à la présidence et William Ruto (United Republican Party) à la vice-présidence ; « CORD » avec Raila Odinga (Orange Democratic Movement), actuel Premier ministre, candidat à la présidence et Kalonzo Musyoka (Wiper Democratic Movement), actuel vice-président et candidat au même poste.

Les six autres coalitions sont : « Amani » menée par Musalia Mudavadi, actuel vice-Premier ministre et ministre du gouvernement local (The United Democratic Forum Party of Kenya) ; une coalition menée par Martha Wangari Karua, ministre de la Justice entre 2005 et 2009 (National Rainbow Coalition Kenya/Narc Kenya) ; les coalitions menées par l'homme d'affaires Peter Kenneth, James ole Kiyiapi, Paul Muite et Mohammed Dida. Aucun candidat n'est certain de l'emporter dès le premier tour mais Uhuru Kenyatta gagnerait au second mais des tensions ethniques ne peuvent être exclues dans certaines régions entre partisans des différents candidats. Trois candidats se démarquent par rapport aux autres.

Passions exacerbées et insécurité



Martha Karua

Martha Karua est la première femme à se présenter à une présidentielle. Surnommée « la dame de fer », cette avocate et militante des droits de l'homme, militante féministe « genre » de la Federation of Women Lawyers (FIDA-Kenya) et de la League of Kenya Women Voters, a été ministre de la Justice et des Affaires constitutionnelles de 2005 à 2009 quand elle a démissionné avec fracas : « J'ai décidé de démissionner en raison des frustrations dont je vous ai parlées. J'ai réalisé que je ne pouvais mettre en place des réformes dans mon ministère car on sape mon autorité. Des juges sont nommés sans que j'en sois informée et bien plus encore. » Le président Mwai Kibaki venait de procéder à la nomination de nouveaux juges sans consulter sa ministre qui avait appelé à un mode de nominations transparent. D'autre part, des députés voulaient déposer contre elle une motion de censure pour avoir, selon eux, échoué à lutter efficacement contre la corruption et à mettre en place des réformes du système judiciaire.

Catalogué comme marxiste par ses opposants, Raila Odinga serait juste un démocrate socialiste d'une « gauche non communiste ». Son programme politique devant faire du Kenya un État multipartite et démocratique a toujours été sa ligne de

conduite mais ses actions et déclarations publiques sont ambiguës : ce programme est centré sur l'économie, la lutte contre la corruption, la dévolution du pouvoir aux régions (*majimbo* en swahili, soit littéralement « groupe des régions »), l'éducation libre à l'université, la santé, la place des musulmans et, surtout, la promesse d'une nouvelle constitution plus moderne et démocratique. Mais en août 2007, après que ses adversaires l'aient accusé d'avoir signé un protocole d'accord avec les leaders politiques de la communauté musulmane, ce qu'il dément, jusqu'à ce que Sheikh Abdullah Abdi, le président du parti National Muslim Leaders Forum, exhibe, à la télévision, un document, dans lequel Raila Odinga s'engageait à islamiser la constitution s'il était élu.

Leader de la coalition Jubilee, Uhuru Kenyatta, a avec lui la plus large ethnie du Kenya, l'ethnie kikuyu, et il s'est allié avec William Ruto, qui est le leader de la communauté des Kalenjin, la troisième plus importante du pays. Si Jomo Kenyatta reste une icône, un héros, son fils, Uhuru Kenyatta, est poursuivi pour crimes contre l'humanité par la Cour pénale internationale (CPI), la Haute Cour de justice s'étant déclarée incompétente vendredi 15 février. La CPI l'accuse d'avoir diligenté des violences lors de la crise postélectorale de 2007. Mais, dans sa communauté, les gens pensent que Kenyatta est victimisé par la CPI. Ils y voient une intrusion de l'Occident qui leur rappelle l'emprisonnement de Jomo Kenyatta par les Britanniques lors de la guerre d'indépendance. Son colistier Ruto, qui était dans le camp opposé lors des violences de 2007, est aussi poursuivi par la CPI pour implication présumée dans les tueries perpétrées fin 2007. Au cas où le ticket Kenyatta / Ruto serait gagnant, le Kenya deviendrait-il un autre Soudan, c'est-à-dire un pays dirigé par un président inculpé par la CPI, Omar el-Béchir ? Question qui fait ironiser Raila Odinga : « Je crois que cela va être un sérieux défi pour lui

de diriger le gouvernement via Skype depuis la Haye. »

Dans ce contexte électoral, les passions sont exacerbées et l'insécurité est de mise. Des attaques terroristes mortelles ont eu lieu, comme celle de ces derniers jours dans une école à Garissa, chef-lieu de la province du Nord, alors que la candidate Martha Karua y venait en campagne. Ailleurs, à Kisumu, à l'ouest du Kenya, des tracts incitaient les résidents luo à chasser des Kikuyu et des Kalenjin qui soutiennent traditionnellement Kenyatta et Ruto.

La société civile voudrait baliser les violences potentielles par une « charte de bonne conduite » pour les éviter. « C'est un engagement à suivre un code de bonne conduite, accepter les résultats et appeler leurs militants à ne pas réagir par la violence après le scrutin et à accepter le résultat du vote. Et une fois que les résultats sont proclamés, il y a des mécanismes juridiques pour contester. « *Nous souhaitons accueillir beaucoup plus de membres dans ce groupe et surtout nous voulons engager les élites politiques* », explique le directeur de la Croix-Rouge kényane. Un rassemblement est prévu le 28 février, réunissant société civile, organisations religieuses, candidats et partis politiques pour appeler à la paix lors de ces prochaines élections. Si le marqueur « ethnique » semble être encore très prégnant dans ce contexte électoral, il ne faut pas oublier que les puissances impérialistes anciennes ont besoin du Kenya, même si celui-ci, lui, peut s'appuyer sur des partenaires émergents, la Chine en tête.

Pierre Sidy

TUNISIE : affrontements partisans et «normalisation économique

La Tunisie a été le théâtre d'importantes mobilisations ces derniers mois. Aux mobilisations sociales de novembre, dont plusieurs grèves générales comme celle de Siliana (à 125 km au sud-ouest de Tunis) du 27 novembre au 1^{er} décembre à laquelle la police a répondu par des tirs de chevrotine, a succédé celle de décembre. L'attaque contre des syndicalistes rassemblés le 4 devant le siège de la centrale syndicale UGTT, à la mémoire de Farhat Hached – figure historique du syndicalisme tunisien et de l'anticolonialisme, assassiné en décembre 1952 par des agents français, a déclenché une énergique riposte syndicale. Après plusieurs mobilisations régionales, l'UGTT a appelé à une grève générale nationale de 24 heures à caractère politique pour le 13 décembre. Or, suite à des négociations entre un gouvernement sous pression et l'UGTT, cette dernière a décidé de reporter cet appel à la grève.

L'attaque à l'origine de ce projet de grève générale avait été perpétrée par des sympathisants des « Ligues de protection de la révolution » (LPR). Ces ligues, issues de la transformation d'organes d'auto-organisation pendant la révolution de janvier 2011 ayant perdu leur fonction initiale et désertés par la plupart de leurs membres, avant d'être récupérés par des islamistes soutenant le gouvernement formé en décembre 2011, mobilisent depuis plusieurs mois pour mettre sous pression les adversaires du pouvoir actuel. Au nom de l'« assainissement de la vie publique » et de la lutte « anti-corruption », elles mobilisent contre des réunions de partis d'opposition ou de syndicalistes, traitant leurs adversaires de « corrompus » ou de « partisans de Ben Ali » (président déchu le 14 janvier 2011). Elles sont proches du parti En-Nahdha, parti hégémonique dans la « Troïka », la

coalition au pouvoir.

Le 18 octobre à Tataouine, dans le Sud, un rassemblement avait été lancé par les LPR contre un local du parti Nidaa Tounès (Appel de la Tunisie, parti d'opposition rassemblant diverses forces soudées par l'opposition aux islamistes dont d'anciens pro-Ben Ali, il compte aussi une aile syndicaliste). Ce jour-là, les affrontements politiques d'après le 14 janvier firent leur premier mort : Lotfi Nakhd, le coordinateur local de Nidaa Tounès.

Le second sera l'avocat Chokri Belaïd, dirigeant du mouvement des « patriotes démocrates » (ex-maoïste), membre de la coalition de gauche « Front populaire ». Certains observateurs ont d'ailleurs rapproché les deux affaires, dans la mesure où Belaïd avait affirmé, peu avant sa mort, qu'il détenait des éléments compromettants sur l'affaire de Tataouine. Il a été tué de quatre balles devant son domicile, le 6 février 2013 au matin. Les assassins sont encore inconnus au moment où nous bouclons (même si trois suspects ont été présentés par les autorités le 22 février, décrits d'abord comme des « Algériens » avant de préciser qu'ils étaient passés par la frontière tuniso-algérienne sans être nécessairement algériens). Mais toute l'opposition recherche les coupables dans les rangs, soit des LPR, soit des salafistes. Ces derniers, partisans d'un courant d'islam politique particulièrement hostile aux compromis, accusent les islamistes du gouvernement de trahison des valeurs idéologiques, mais ils entretiennent aussi des rapports ambigus avec une aile d'En-Nahdha (Renaissance).

L'assassinat de Chokri Belaïd a déclenché une mobilisation extrêmement forte, dont une grève générale très suivie, le 8 février, et une manifestation d'au moins 50 000 personnes autour de ses funérailles, le même jour. Les islamistes d'En-Nahdha ont d'ailleurs tenté d'y répondre par des contre-mobilisations, en s'appuyant aussi sur le rejet de « l'immixtion du gouvernement

français » et notamment des propos du ministre Manuel Valls (qui avait mis en garde contre « *le fascisme islamique qui avance partout* »). Le 9 février, ils purent ainsi mobiliser environ 3000 personnes, et trois à quatre fois plus une semaine plus tard. Cependant leurs manifestations sont restées plus faibles que celles de leurs opposants.

La forte pression de la rue et de l'opposition, mêlée au fort mécontentement social relatif à l'absence de résultats du gouvernement – dont le bilan n'a en rien contribué à améliorer la situation économique et sociale de la majeure partie de la population, a conduit le gouvernement à annoncer un remaniement. Le Premier ministre, Hamadi Jebali, ayant échoué avec sa proposition d'un « gouvernement de technocrates » sans appartenance partisane, a dû se retirer. C'est l'ancien ministre de l'Intérieur (depuis décembre 2011) Ali Laarayedh, membre d'En-Nahdha, qui est aujourd'hui chargé de composer un nouveau cabinet.

Derrière les coulisses d'affrontements partisans autour du remaniement se jouent des choses nettement plus graves. Ainsi les partis gouvernants sont-ils en train de préparer une « normalisation » économique, en vue d'améliorer les relations avec les institutions financières internationales telles que le FMI. Un projet de loi portant sur une remise en cause de la dette, dont une bonne partie relève de la « dette odieuse », illégitime,

contractée auprès des puissances impérialistes par l'ancienne dictature sans que les crédits n'apportent rien au bonheur du peuple – avait été déposé en 2012 après de fortes pressions des mouvements sociaux. Il vient d'être retiré, dans la semaine du 18 février 2013, les gouvernants profitant du fait que l'opinion publique était absorbée par la recomposition de l'alliance gouvernementale. Ce n'est certainement pas des gouvernants actuels et/ou futurs qu'il faudra attendre une amélioration du sort des classes exploitées et/ou privées ainsi qu'un quelconque profit des richesses du pays.

Bertold Du Ryon

NIGER: pourquoi l'uranium n'est pas acheté à son juste prix

Entretien avec Solli Ramatou

Militante nigérienne, coordinatrice du GREN (Groupe de Recherche sur les sociétés Extractrices au Niger).

Pourriez-vous vous présenter ainsi que votre association ?

Je m'appelle Solli Ramatou, je suis enseignante, professeure de français, mais je suis aussi actrice de la société civile nigérienne. Je suis coordinatrice du groupe de réflexion et d'action sur les industries extractives au Niger (GREN), créé en 2006, notamment pour acquérir une transparence sur la chaîne extractive, rendre public les débats autour de ces industries et défendre les droits des travailleurs et des populations autochtones.

Au GREN nous avons commencé à travailler en 2005 en s'inspirant de la société civile au Tchad. Lorsque ce pays allait entrer dans la production du pétrole, nous avons entendu parler d'une certaine organisation qui essayait de faire en sorte que le Tchad et les Tchadiens puissent profiter de cette activité. A ce moment-là au Niger, il y avait beaucoup de structures de la société civile qui travaillaient dans beaucoup d'autres domaines, comme les droits de l'homme et c'est comme si on s'était réveillé d'un long sommeil. On a constaté que cela fait un paquet d'années que le Niger était dans l'exploitation de l'uranium.

On a organisé un voyage d'étude au Tchad constitué d'une dizaine de personnes pour voir comment cela s'organisait là-bas, et de retour au Niger, on a écrit les textes du GREN avant de commencer l'activité en 2005. On a profité d'une occasion, Areva allait fêter sa

5000^e tonne d'uranium extraite au Niger, pour mettre en œuvre l'un de nos objectifs majeurs, rendre public le débat sur la question de l'exploitation de l'uranium. Nous sommes allés plus loin pour voir depuis le début de l'exploitation, en 1968, ce que le Niger en avait tiré comme bénéfice et ce qu'a eu Areva. Là, on s'est retrouvé avec des chiffres un peu effarants et on a remarqué que, depuis le début jusqu'à 1973, l'uranium contribuait pour 1,3 milliard de FCFA au budget du Niger. C'était juste une contribution, il n'y avait pas de prix fixé et lorsque le président de la République de l'époque, Hamani Diori, a demandé une revalorisation du prix, il a été déposé par un coup d'État en 1974. A partir de cette époque on a eu quand même un prix fixe, c'était 21 000 CFA et le prix n'a pas varié jusqu'en 2007. Ensuite, on a eu un président qui avait une ambition, faire beaucoup d'infrastructures pour être aimé du peuple et pouvoir changer la constitution afin de rallonger son mandat. Pour y parvenir, il lui fallait de l'argent, donc augmenter le prix de l'uranium. La société civile était dans le mouvement et a demandé à l'État de faire en sorte que les Nigériens puissent profiter de cette activité. Dans le même temps, on distribuait des permis miniers parmi lesquels Imouraren auquel Areva voulait, coûte que coûte, avoir accès. Cela a permis de revaloriser le prix, il est passé de 21 000 à 42 000 CFA et aujourd'hui le prix au kilo est de 73 000 CFA. Cependant si vous regardez les chiffres qu'annonce Areva et qui sont de 250 M €, et la marge réelle que devrait avoir le

Niger si on prend les **75 000** CFA et la quantité annuelle extraite qui varie entre 3000 et 4000 Francs, le petit calcul que nous avons fait montre que le Niger devrait percevoir 450 millions d'euros au lieu de 250.

Donc on s'est dit que ces chiffres ne correspondaient à rien, qu'il y avait quelque chose qui n'allait pas ou que Areva s'est trompé dans ses calculs. Nous voudrions bien savoir ce qui se passe derrière cela.

Avez-vous un comparatif de prix entre le Kazakhstan, gros exportateur d'uranium, et le Niger ?

Nous n'avons pas cette comparaison, mais sur le marché spot, c'est-à-dire les contrats à long terme avec un pays exportateur d'uranium, le prix au kilo est de 140 \$ alors que le nôtre est de 80 \$.

D'où vient cette différence ?

C'est justement la question : pourquoi n'achète-t-on pas l'uranium à son juste prix ?

Il y a donc deux choses : les chiffres avancés entre la production et les prix payés ne correspondent pas et le prix est beaucoup trop bas par rapport au marché.

Oui tout à fait.

Dans la Constitution de la 7^e république du Niger, il y a un paragraphe qui dispose que la population a un droit de regard sur l'extraction minière.

Droit de regard ? Je dirai qu'il y a plus que cela car la constitution nigérienne dit d'abord que les ressources naturelles sont la propriété du peuple, donc je ne pense pas que cela soit seulement un droit de regard, peut-être que c'est l'interprétation que font les politiciens et qui fait que l'on ne recourt pas à la population pour donner son avis sur ce point. C'est très important, c'est la loi fondamentale qui dit que c'est la propriété du peuple nigérien et elle donne ses orientations : les revenus issus des industries extractives doivent être consacrés aux secteurs prioritaires que sont la santé, l'éducation et l'agriculture. De plus, comme pour tous les contrats signés, l'État a l'obligation de suivre de près, de voir comment cela est exécuté par les compagnies, par exemple qu'on recrute en priorité du personnel nigérien, mais aussi que le contrat soit publié au *Journal Officiel*. Les bilans doivent être présentés de manière désagrégée pour connaître la contribution de chaque entreprise minière.

Peut-on considérer que ces dispositions constitutionnelles

sont une vraie avancée ?

Oui, pour nous militants, ce sont de grandes avancées, d'abord parce que c'est un repère, mais aussi un point d'appui qui nous permet de consolider ce que nous avons commencé.

Le fait que ces dispositions ont été intégrées dans la constitution est-il le fruit de luttes de la société civile ou juste une opération de com ? Ou bien un mélange des deux ?

Non ce n'est pas une opération de com mais le fruit des luttes. C'est aussi un concours de circonstance. En 2010 un coup d'État a fait partir Mamadou Tandja qui voulait se donner une rallonge de mandat de 3 ans. Les autorités militaires au pouvoir en 2010 avaient mis en place une sorte d'assemblée nationale qui était composée de toutes les couches socioprofessionnelles. La société civile avait eu la chance de participer et de présider cette institution, dont le président était un militant du GREN et aussi d'une autre organisation qui luttait pour la transparence et l'analyse budgétaire de l'État. Donc il y avait ce camarade qui était à la tête, mais aussi d'autres qui se sont battus dans cette institution pour que cela soit intégré. La lutte que les militants de la société civile ont menée n'était pas une lutte vaine.

Peut-on aborder les conséquences environnementales de l'extraction de l'uranium ?

Les impacts sont de plusieurs ordres, mais c'est l'eau qui est la plus touchée. Depuis l'exploitation de 1968 à 2009, selon les chiffres d'Areva, 270 millions de litres d'eau ont été pompés dans la nappe phréatique, une nappe qui ne se renouvelle pas facilement et qui est aujourd'hui à 70 % épuisée alors qu'Imouraren qui est la 2^e mine du monde, n'est même pas encore entrée en activité, et si Imouraren commence son activité, cela sera plus catastrophique. Il faut beaucoup d'eau pour laver et isoler le *Yellow Cake* des roches, on va continuer à pomper à l'infini jusqu'à ce qu'il n'y ait plus aucune goutte d'eau pour pouvoir le fournir en France.

Le *Yellow Cake*, c'est la poudre d'uranium qu'on a extraite des roches ?

Effectivement et il est produit au Niger, mais malheureusement il n'est pas considéré comme un minerai énergétique avant d'avoir été transformé et cela joue un rôle important dans le fait que l'on continue à maintenir le Niger dans ce qu'on pourrait appeler la misère crasse.

L'autre aspect, toujours sur l'eau, est que la population d'Arlit

souffre cruellement de manque d'eau potable, il est difficile de s'en procurer dans la journée pour travailler, à moins de se réveiller à 3 heures du matin pour attendre qu'elle arrive à la pompe, et quand dans une famille on ne se lève pas à 3 heures, il faut attendre le lendemain et cela dure depuis 1968. Donc il faut prendre des mesures pour mettre les populations à l'abri. L'eau c'est la vie, sans eau il n'y a pas de vie, c'est vrai que les mines continuent à tourner, mais que deviendra la population c'est ça la vraie question.

Sans compter que l'eau utilisée pour laver les minerais est stockée dans des conditions déplorables. En 2010, nous avons vu une digue qui s'est rompue et l'eau radioactive s'est déversée.

L'eau qui sert à produire le Yellow cake est-elle radioactive ?

Naturellement, et la durée de vie de la radioactivité est très élevée. Si on met de côté l'eau, la première chose qui frappe à Arlit, ce sont les montagnes. Vous allez vous demander si c'est naturel, mais ce n'est pas naturel, ce sont les déchets radioactifs. C'est-à-dire que pour avoir l'uranium il faut creuser, il faut atteindre les roches, les concasser, les broyer et puis laver les sables qui sont mélangés à des produits chimiques et toxiques que l'on a mis pour obtenir l'uranium. Tous ces déchets sont entassés depuis 1968 à l'air libre sans aucune protection et, selon les chiffres d'Areva, on atteint 5 millions de tonnes de déchets. Bien qu'Areva sache qu'ils sont radioactifs, ils sont utilisés pour remblayer les routes et sont donc éparpillés dans les villes. On utilise aussi des matériaux qui ont servi dans la mine et sont radioactifs. On a vu qu'ils ont été mis à la disposition plus ou moins gratuitement pour que les gens puissent fabriquer des maisons avec, des malles, des ustensiles de cuisine.

Un autre problème tout aussi important est la santé des travailleurs et des populations. Areva nous répond depuis 1968 que les habitants qui vivent autour du site minier sont bien portants, qu'ils ne souffrent d'aucune maladie, que les gens de Niamey qui sont à plusieurs milliers de kilomètres peuvent être plus malades. La population, les travailleurs et les anciens travailleurs ont été exposés à longueur d'années à des radiations. Selon les experts, 15

ans d'exposition suffisent largement pour que la personne soit atteinte d'une maladie quelconque. Mais Areva exige que l'on prouve que la maladie est liée aux radiations, c'est bien délicat.

Pourriez-vous nous parler des organisations syndicales à Areva et de vos éventuelles relations avec elles ?

Il existe des syndicats, mais nous n'avons pas de relations étroites. Il y a une confédération des syndicats des travailleurs qui est membre du GREN, mais les syndicats des travailleurs de ces mines ne font pas partie du GREN. Lors d'un débat sur l'apport du secteur minier dans le budget du pays, les syndicats des secteurs miniers reconnaissent que l'uranium ne rapporte pas grand-chose. Le gouvernement lui-même reconnaît que cela ne contribue que pour 5,6 % au budget national.

Sait-on pourquoi la mine d'Imouraren a été octroyée au groupe Areva ?

Plusieurs arguments sont avancés : la proposition de produire 300 tonnes par an que le Niger pourrait vendre sur le marché international ; Areva aurait payé par avance des royalties et accepté de revaloriser son prix d'achat ; enfin je pense que la colossale somme de 1,5 milliard d'euro qu'Areva disait vouloir investir et aussi la date assez rapprochée qui était proposée, mais qui fait l'objet de reports continuels maintenant, ont aussi joué.

Combien les activités d'Areva représentent-elles d'emplois ?

Pour Imouraren, c'est autour de 1400 emplois, pour les sites de la Somaïr et de la Cominak, cela s'élève à 1600 emplois mais ce nombre est en forte baisse.

Propos recueillis par **Paul Martial**



collectif "Areva ne fera pas la loi au Niger" <http://areva.niger.free.fr/>

SEMAINE ANTICOLONIALE : loin du consensuel

Ce huitième rendez vous annuel de la Semaine anticoloniale et antiraciste a débuté par un happening original, le Colonial Tour, balade en bus dans le Paris colonial : Jardin des Plantes et zoos humains, Caisse des dépôts et consignations, qui encaissa la rançon payée par Haïti, École militaire et bien d'autres lieux d'histoire et de mémoire, décryptés par Pascal Blanchard, Gilles Manceron, Catherine Coquery-Vidrovitch, Louis Georges Tin, auteur d'un ouvrage sur la question de l'esclavage et du droit de réparation.

Les thèmes choisis comme axes de cette édition se retrouvent brutalement rattrapés par l'actualité, ce qui nous conforte dans l'idée que la lutte contre le colonialisme n'est pas un combat d'arrière-garde et reste d'une violente acuité.

La Françafrique, dont on nous avait pourtant annoncé la fin, semble se métamorphoser, à la lumière de la nouvelle donne politique, en « gauchafrique », titre provocateur d'une conférence organisée par Survie et qui connut un vif succès au Salon anticolonial.

Dans le cadre de la Dionysivité, le cycle consacré aux crimes et massacres coloniaux, au moment où l'on se souvient de l'assassinat du leader syndicaliste tunisien Fehrat Hached par la Main Rouge, fait sombrement écho à l'assassinat de Chokri Belaïd, et ceux, en plein Paris d'un militant tamoul et de nos trois camarades kurdes en janvier dernier.

Semaine riche en débats, loin du consensuel, ou de l'unanimité, qui aborde des thèmes comme l'homo-nationalisme, l'islamophobie, les discriminations postcoloniales.

Les colonies actuelles ont, cette année encore, été au centre de notre engagement, avec une matinée dédiée à la Palestine au Salon anticolonial et un direct de Rabat avec Enaama Asfari, à l'issue du procès de la honte condamnant à perpétuité des militants saharouis ; un moment chargé d'émotion et aussi de mobilisation.

Les prix traditionnellement décernés lors du salon de la Bellevilloise témoignent cette année de questionnements sans concessions.

Le palmarès distingue en effet Manuel Valls pour sa politique sécuritariste qui convoque la figure de l'« ennemi intérieur », l'opération Serval qui légitime une guerre de type néocolonial au Mali, ainsi que Mohamed VI, qui poursuit l'œuvre de son père en criminalisant le mouvement social et en refusant la tenue du référendum d'autodétermination au Sahara occidental.

Le prix du livre anticolonial, décerné par les librairies partenaires (La Brèche, Point du Jour et Envie de lire) rend hommage à Georges Ibrahim Abdallah et rappelle aussi le combat de William Sportisse.

Une programmation riche et variée, des dernières colonies françaises au racisme et aux pratiques postcoloniales dans le monde du travail, qui se conclura par un concert de soutien à Saïd Bouamama et Saïdou de ZEP, accusés par une obscure ligue d'extrême droite de racisme anti-blanc, terminologie tout droit issue

d'un lexique fascinant.

Avant la marche de solidarité avec les peuples en lutte, qui partira de Barbès, passera devant Saint-Bernard, lieux emblématiques des luttes de l'immigration souvent évoquées durant la semaine, marquera un arrêt devant le centre culturel kurde à la mémoire des militantes assassinées avant de se disperser, allez savoir pourquoi, devant le siège d'Areva.

Avec une pensée pour un grand anticolonialiste qui vient de nous quitter, après une vie consacrée à l'engagement et la lutte pour les droits humains, la Palestine, les sans-papiers : Stéphane Hessel.

Nouveaux lieux d'accueil, jusqu'en Guyane et à la Réunion, nouveaux partenaires, nouvelles organisations qui manifestent leur investissement sur ces questions, public de plus en plus nombreux, intérêt médiatique, la Semaine anticoloniale s'installe durablement dans le paysage politique.



Gisèle Felhendler

<http://www.anticolonial.net/>



Nous présentons dans ce dossier deux points de vue différents sur l'intervention française au Mali ainsi qu'une interview.

MALI : résolument contre l'intervention française

La décision d'intervention militaire française au Mali suscite beaucoup de débats dans la gauche française, mais aussi dans les milieux anti-impérialistes, notamment africains.

Beaucoup ont été sensible à la politique du moindre mal. Au regard des horreurs dont se sont rendus responsables les djihadistes, la libération des populations par l'armée française représentait une solution, à défaut d'être positive, au moins acceptable.

D'autres, toujours dans les milieux progressistes, considèrent qu'il y a une offensive généralisée des djihadistes soutenue par les pétromonarchies du Golf et, dans ce cas, l'intervention française peut porter un coup fatal contre la montée en puissance des djihadistes et qu'il convient donc de soutenir.

Pour notre part, nous considérons l'intervention non comme un fait isolé, mais comme une action qui s'inscrit dans un cadre global, celui de l'ingérence française au Mali.

Depuis le début les autorités françaises savent qu'elles ne peuvent compter sur Amadou Toumani Touré pour rétablir la sécurité au Nord Mali ; cette région est proche des mines d'uranium (exploitées par AREVA) qui demeurent un élément essentiel pour l'approvisionnement de sa politique nucléaire.

Pourquoi ATT n'est pas un élément fiable dans la lutte contre les djihadistes ?

En premier lieu ATT sait très bien que l'armée malienne ne fera pas le poids, tant au niveau de son moral que de son équipement face à des djihadistes bien armés et cela risque d'être un danger pour la stabilité de son pouvoir. En deuxième lieu, il sait aussi (certains ajouteront parce qu'il en bénéficie) que la corruption de son clan, tant politique que militaire, touchent leur part dans les différents trafics du nord Mali. Ainsi la solution préconisée par le gouvernement Sarkozy était de s'appuyer sur les Touarègues qui s'enfuyaient de Libye et c'est ce qui explique que le MNLA pourra, sans encombre, traverser la frontière nigérienne et/ou algérienne pour rejoindre le Nord Mali, sans être désarmé, alors que les milices touarègues retournant au Niger, elles, ont tout de suite été neutralisées.

L'idée est simple, en échange d'une quasi-indépendance du nord Mali, le MNLA s'engage à sécuriser la région contre les djihadistes qui s'attaquent aux intérêts français. Ce que n'ont pas prévu les stratèges du Quai d'Orsay c'est que la dynamique enclenchée a précipité l'effondrement de l'État malien. Au nord où le MNLA, dès le début fait alliance avec les Djihadistes, s'empare des grandes villes pour ensuite se faire expulser par leur ancien allié qui font régner la terreur sur les populations. Au sud du pays, notamment à Bamako face à une mutinerie, le pouvoir s'effondre et les mutins se retrouvent au pouvoir sans réellement l'avoir prévu.

La France va donc porter une très grande responsabilité dans la crise malienne, ce qui ne l'empêche pas de continuer son ingérence à travers la CEDEAO, l'organisme des pays de l'Afrique de l'Ouest qui est surtout, à l'exception des deux pays anglophones, le club de la Françafrique. En effet, un embargo contre le Mali est décrété immédiatement dans le but d'empêcher la tenue d'assises souveraines permettant au peuple malien, dans toute sa diversité, de prendre sa destinée en main et de créer des institutions politiques légitimes à même de diriger la libération du nord du pays, y compris avec l'aide d'armées étrangères, mais sous sa direction.

On imagine bien qu'un tel scénario n'était pas du goût des

dirigeants de la France, aussi bien de Sarkozy que de Hollande, même si on nous répète que la Françafrique est finie. Nous n'avons pas vu la preuve de la fin de l'impérialisme français et les derniers faits marquant tendent à prouver le contraire avec les interventions militaires en Côte d'Ivoire, au Tchad et en Libye.

Bien que cela ne soit pas déterminant, l'épisode reste néanmoins révélateur de l'ingérence française au Mali ; en effet pendant des mois la CEDEAO a bloqué les armes pourtant régulièrement achetées par le Mali., ces dernières ne furent libérées trois jours après que Dioncounda Traoré ait demandé officiellement l'envoi d'une force militaire étrangère au Conseil de Sécurité de l'ONU.



Mirage au Mali

Croire que l'intervention française se limitera uniquement au domaine militaire est une illusion. La preuve c'est que Paris insiste, par la voix de son ambassadeur, pour que l'État d'urgence soit réellement respecté à Bamako jouant le rôle de ministre de l'intérieur, c'est la France qui décide où doit aller l'armée malienne et surtout où elle ne doit pas aller. Le choix des autorités françaises de travailler avec le MNLA, dans l'extrême nord du Mali, est un avant goût du futur dialogue politique malien. Une négociation entre les anciens du régime d'ATT et la direction du MNLA, prétendant parler au nom de toute la population du nord, bref on prend les mêmes dirigeants, tant au sud qu'au nord, pour déboucher sur des accords identiques à ceux du passé, avec les conséquences catastrophiques que l'on connaît. Mais cette fois-ci avec, en prime, une base militaire française permanente au Mali qui s'ajoute à celle du Burkina Faso et du Tchad, plus une base américaine avec des drones au Niger et un gouvernement malien affaibli redevable à (l'ex) puissance coloniale.

Nous considérons que l'on ne peut pas être contre l'ingérence française au Mali, et plus généralement en Afrique, et être en même temps pour l'intervention militaire française. Ici comme ailleurs il est important de continuer à dénoncer, avec opiniâtreté, la politique de la France au Mali qui a contré l'émergence d'une solution malienne pour mieux protéger ses intérêts économiques et politiques.

Intervention française au Mali: le pyromane et le pompier

« L'étranger a de gros yeux mais ne voit pas. Proverbe malien »

Nicolas Sarkozy » [1].

La France de Sarkozy a été, de 2007 à 2012, une France décomplexée. Dans l'intérêt de la France, tout a été bon, sans aucune pensée aux conséquences. Il fallait coûte que coûte que la France rayonne.



Sarkozy et Kadhafi lorsqu'ils étaient « amis »

Ainsi, en Libye où il a fallu dégommer Kadhafi, Sarkozy et ses sbires ne se sont pas posé de questions. Les Touaregs qui avaient servi le dictateur libyen ont tout simplement été utilisés à d'autres fins : servir les intérêts français. Il y a eu certainement marché entre la France et le MNLA (Mouvement national pour la libération de l'Aswad) bien avant l'attaque du mouvement touareg contre le Nord du Mali. Ainsi, pour comprendre ce qui se passe actuellement, il faut remonter le temps lorsqu'il a paru nécessaire à Nicolas Sarkozy, d'exécuter purement et simplement le guide libyen. Aujourd'hui, les accusations de financement de la campagne de 2007 font craindre le pire. La nécessité de cacher ces financements, les accusations de Takeddine, ex-porteur de valises lâchés par ses acolytes doivent nous interpeller. N'oublions pas par ailleurs que le guide libyen a planté sa tente à l'Élysée après la libération des infirmières bulgares. C'était bien la première fois qu'il était reçu sans complexe par un pays occidental depuis des années. Rama Yade avait alors eu le courage de dire que « le colonel Kadhafi doit comprendre que notre pays n'est pas un paillason, sur lequel un dirigeant, terroriste ou non, peut venir s'essuyer les pieds du sang de ses forfaits ». Elle n'avait pas tort puisque la visite de décembre 2007 qui était sensé rapporter à la France des contrats mirobolants n'avait en réalité servi que les intérêts du dictateur. Bref, Sarko s'était bien fait rouler dans la farine. Son orgueil personnel appelait une vengeance féroce qui trouva l'occasion de s'exprimer lors du printemps arabe qui emporta tant de dictateurs. Bien évidemment, on ne va pas les plaindre mais n'oublions pas que les gouvernements occidentaux s'en sont bien accommodés pendant de nombreuses années. Et Sarkozy n'aurait certainement pas levé le petit doigt si Kadhafi avait respecté ses engagements d'acheter des mirages. Certes, certaines entreprises françaises en ont bien profité puisque le président fut malgré tout un bon VRP pour ses copains patrons mais en réalité « la visite en grande pompe de Mouammar Kadhafi aura donc handicapé la diplomatie, sans renflouer les caisses des fleurons de l'industrie français. Aujourd'hui, elle est surtout une terrible erreur politique de

Il fallait donc réparer l'erreur. Car des erreurs il y en a eu. Comme celle de s'allier avec le MNLA pour chasser les islamistes d'AQMI [2]. Comment expliquer en effet, qu'une colonne surarmée, quitte la Libye, traverse le Niger pour rallier le Mali sans qu'aucun pays de cette zone n'ait rien à redire ? La DGSE (Direction Générale de la Sécurité Extérieure) a-t-elle conclu un accord avec le MNLA qui n'a pas tenu ses engagements ? ATT [1] était-il dans le coup, lui qui avait tout intérêt à ce que les élections ne se tiennent pas puisqu'il n'avait pas le droit de se présenter après deux mandats ? Les zones d'ombre sont nombreuses car beaucoup de monde avait intérêt à déstabiliser cette zone du Sahel y compris les islamistes et les bandits touaregs du MNLA qui pouvaient ainsi contrôler une zone de non-droit et faciliter les trafics en tout genre.

Lorsque Hollande le social démocrate arrive au pouvoir le 6 mars 2012 en battant Sarkozy, les dés étaient déjà jetés. La crise libyenne n'était pas encore finie. Les dégâts collatéraux de la libération du pays (grâce au meurtre de Kadhafi) vont s'avérer pire que la guerre pour le chasser puisqu'ils toucheront d'autres pays comme le Mali.



Hollande et son homologue sénégalais Macky Sall

Pour être objectif et juste, il faut reconnaître que François Hollande n'a aucune sympathie pour Nicolas Sarkozy qui d'ailleurs le lui rend bien. Et ce n'est pas un hasard si Nicolas veut sa revanche sur François et s'il n'arrive pas à se faire oublier en continuant tranquillement ses conférences à l'américaine grassement rémunérées.

La politique de Sarkozy n'est pas celle d'Hollande. Leurs deux discours en témoignent. Hollande répare les erreurs de Sarkozy. A Dakar où Sarkozy avait déclaré le 26 juillet 2007 que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire, Hollande rectifie le tir, le 12 octobre 2012, en affirmant « L'histoire d'une fraternité, aussi. Celle de combats menés ensemble ».

Au Mali, Hollande a hésité, attendu que l'Union africaine réagisse, que la CEDEAO prenne une décision mais rien n'a été fait. Les islamistes, eux, ne se sont pas posé de questions, ils ont continué leur avancée. Fallait-il les laisser continuer jusqu'à Bamako ? La véritable honte est bien celle de l'Union africaine qui a laissé un de ses membres sombrer dans le chaos sans intervenir, attendant avec impatience que la France le fasse. On aurait pourtant espéré

que la Sud-africaine Dlamini Zuma sonne le glas de l'influence françafricaine sur l'union africaine (avec le Gabonais Jean Ping) mais il semble que l'Union ait ses raisons que la raison ne connaît pas. A quoi sert-elle donc ? Pourrait-on de nouveau questionner la jeunesse africaine ?[3]

La gauche radicale française a peut-être raison de critiquer l'intervention française. Au moins, ça aura permis un communiqué commun du NPA (Nouveau parti anticapitaliste) et de LO (Lutte ouvrière). Il est juste aussi d'être contre

l'interventionnisme guerrier de la France, il n'y a pas de doutes. Mais, il faut le reconnaître, il est injuste de mettre Sarkozy sur la même ligne qu'Hollande comme si le seul but de la France était de dominer l'Afrique. Peut-être bien qu'il arrive qu'un président français soit obligé de réparer les erreurs de son prédécesseur.

Moulzo

[1] http://www.lexpress.fr/actualite/politique/qu-a-rapporte-la-visite-de-kadhafi-a-la-france_965242.html

[2] Il s'agit là d'un soupçon d'alliance

[3] <http://www.afriquesenlutte.org/afrique-de-l-est/somalie/article/famine-dans-la-corne-de-l-afrique>

[i] Amadou Toumani Touré a été porté au pouvoir par un coup d'État en mars 1991. Le militaire avait dirigé une transition avant de rendre le pouvoir aux civils. Il avait ensuite été élu président en 2002, réélu en 2007 et devait quitter le pouvoir en juin à l'issue de ses deux mandats maximum légaux. Il a été renversé le 22 mars, à cinq semaines de la présidentielle, par des militaires qui l'accusaient d'incurie dans la gestion de la crise en cours depuis mi-janvier dans le Nord du Mali.

MALI : «Le pays a besoin d'une guerre contre la pauvreté»

Entretien avec Mohamed Diarra responsable de la section France du Parti SADI (Solidarité Africaine pour la Démocratie et l'Indépendance). www.partisadi.net



Peux-tu présenter le Parti Solidarité Africaine pour la Démocratie et l'Indépendance (SADI) ?

Le Parti SADI (Solidarité Africaine pour la Démocratie et l'Indépendance) est un Parti qui a été créé en 2001, avant c'était une association fondée en 1996, qui a évolué en parti politique. Ce parti se situe clairement à gauche, il est particulièrement actif dans la vie politique malienne et est dans l'opposition face aux pouvoirs qui se sont succédés depuis 2002.

SADI se présente aux élections. Son militant et homme politique phare est le Docteur Omar Mariko qui a été élu député en 2007. Au mois d'Aout 2012, après le coup d'état, alors que le mandat de l'Assemblée nationale est arrivé à terme, au titre de la constitution puisque un mandat ne peut pas être prolongé, il a rendu sa démission.

Quelles sont les causes de la crise au mali ?

Depuis son avènement, SADI dénonce cette démocratie de façade qui existe depuis longtemps, SADI n'a pas cessé de dénoncer la corruption, les privatisations, les malversations, la collusion de certains politiques et militaires avec le trafic de drogue au nord du pays. Le problème du Nord a toujours été récurrent. L'État Malien a dépensé des milliers de dollars sans que cela ne règle quoique se soit. SADI a tiré la sonnette d'alarme lorsque la guerre de Libye a commencé, le parti SADI a été la seule force politique malienne à dénoncer publiquement cette guerre, à en mesurer les conséquences possibles, y compris devant l'assemblée nationale, on a vu les objectifs de l'Otan en Libye et SADI a vu juste ! Ainsi SADI a dit que notre pays serait la prochaine cible de l'impérialisme celui-ci ayant créé les conditions nécessaires pour pouvoir intervenir militairement au Mali.

Donc, à SADI, cela ne nous étonne pas et face au drame malien nous n'avons pas arrêté de dénoncer cet impérialisme. Vu le taux d'analphabétisme au Mali, le niveau de méconnaissance de la vie politique des populations maliennes, c'est un combat qui est très difficile. Ajoutons à cela le travail de sape des médias au service du néo-colonialisme, c'est d'autant plus difficile. L'opinion publique malienne est facile à manipuler, et ce qui nous arrive aujourd'hui cela ne nous étonne pas. Avant même que des islamistes ne débarquent au Mali, le SADI a toujours défendu une solution malienne et même s'il devait y avoir la guerre, nous avons toujours prôné une solution malienne mais les impérialistes et leurs alliés de la CEDEAO ont tout mis en œuvre pour que l'armée malienne ne résiste pas. Ils ont bloqué la livraison d'armes dans les ports de la région, ils ont créé des dissensions, des conflits internes au sein de cette armée afin qu'elle ne puisse pas remplir sa mission régalienne qui est la défense de l'intégrité territoriale du Mali.

L'armée malienne qui est dans un délabrement total ne pouvait pas défendre un territoire deux fois plus grand que la France. Donc la réalité nous a rattrapé. En effet le budget des armées maliennes, qui n'est pas conséquent, était ponctionné par une hiérarchie militaire complètement corrompue. Beaucoup de ces barons de l'armée, de ces hauts gradés sont clairement impliqués - à la vue et au su de tous dans les livraisons d'armes, les trafics de drogues au nord Mali. En fait, au nord, l'armée malienne a été abandonnée et livrée à elle-même.

Les restrictions du FMI, les conditionnalités créées par la Banque Mondiale et la politique des impérialistes ont abouti à ce qu'il n'y a jamais eu de véritables armées en Afrique. Ce n'est pas une spécificité du Mali, les armées en Afrique n'existent pas, à l'exception de l'Algérie, du Nigeria et de l'Afrique du Sud. S'il y avait des armées fortes dans les pays africains pauvres alors les pays riches ne pourraient pas s'y aventurer. Et quand l'intervention militaire est arrivée à un moment où la population souffrait, SADI a dénoncé tout cela, mais on ne pouvait pas aller à l'encontre de la volonté des populations qui étaient contentes de la libération.

Quelle est votre analyse sur les Djihadistes ?

Les Djihadistes, sont alliés avec les impérialistes, voire soutenus, ils ont les mêmes objectifs qu'eux, souvent ils travaillent ensemble. Regardez en Syrie, même en Libye, on ne comprend donc pas la position des autorités françaises. On pouvait très bien faire l'économie de cette guerre, en faisant pression sur leurs bailleurs de fonds que sont le Qatar et l'Arabie Saoudite à travers leurs mécénats. Ces pays sont des alliés stratégiques (et économiques) de la France, celle-ci aurait pu intervenir pour qu'ils arrêtent de cautionner et d'aider les Djihadistes. Nous avons toujours été contre une intervention militaire étrangère parce qu'on sait quand on commence, mais on ne sait jamais quand cela se termine. Les Djihadistes ont miné le territoire et il y a déjà quatre maliens qui ont sauté dans leur véhicule. Sur le plan également d'identité on n'arrive pas à faire la différence, les Djihadistes et le MNLA ont, à un moment donné, été des alliés, ils ont combattu ensemble l'armée malienne, donc on ne sait même plus qui est qui. La France demande aux autorités maliennes de discuter avec le MNLA et on ne sait pas où cela va nous mener. Si l'armée malienne avait mené sa propre lutte de libération, avec des aides étrangères bien déterminées par nos soins, il n'y aurait pas eu le problème qui se pose actuellement à Kidal, l'armée malienne ne peut pas rentrer à Kidal et c'est l'armée française qui est là avec le MNLA incorporant des djihadistes et les troupes tchadiennes.

Qu'est ce qui explique que les groupes Djihadistes comme, par exemple, Ançar Dine, ont franchi la ligne de démarcation entre le Nord et le Sud pour aller prendre Konna. Les médias disent que c'était pour aller directement sur Bamako, Selon toi est- ce crédible ?

Je pense que si ces gens voulaient venir sur Bamako, ils l'auraient fait depuis le début de la crise, quand ils ont pris les grandes villes et qu'il n'y avait pas de résistance face à eux, car l'armée était en débandade. Ils pouvaient venir jusqu'à Bamako. Donc ce sont vraiment des questions sans réponse. Bizarrement d'ailleurs, sur Konna, l'armée française était déjà dans la ville de Sévaré, avant même l'appel à l'aide du Président du Mali par intérim à François Hollande. Donc, on pense que tout cela était planifié, d'autant plus que la préparation de cette intervention avait

commencé en mai 2012 date de la passation de pouvoirs entre Sarkozy et Hollande. L'histoire jugera.

Que penses- tu de la position de la CEDEAO dans la crise malienne ?

J'en profite pour dire que la CEDEAO est une coquille vide elle n'est qu'un syndicat de chefs d'États, qui sont à la solde des impérialistes occidentaux.

Elle est loin d'être une communauté économique pour les peuples, La mission de la CEDEAO n'était pas de bloquer pendant neuf mois dans les ports du Sénégal, de la Guinée les armes destinées à l'armée malienne. Elle a aussi mis le Mali sous embargo en totale violation de ses propres textes.

Dans un contexte de crise institutionnelle, la CEDEAO a choisi son camp, alors qu'au contraire, elle aurait dû se ranger au côté du peuple et pas aux côtés des autorités qui étaient impopulaires. Donc on est vraiment étonné de la position de la CEDEAO mais là aussi l'histoire jugera.

Est-ce que l'on peut dire, qu'avec la chute d'Amadou Toumani Touré (ATT), il y avait une situation ouverte et la France et la CEDEAO ont réussi à reprendre en main le Mali

Je ne voudrais pas taper systématiquement sur le pouvoir ATT mais ce qui se passe actuellement dans la bande sahélo-saharienne est largement de sa responsabilité. Le pouvoir malien a fait beaucoup d'erreurs en laissant s'installer les groupes Djihadistes au pays. Cela ne date pas d'hier, exemple les prises d'otages par les terroristes dans le nord du Mali, existent depuis 2006. Le pouvoir central malien a eu un accord avec les Touaregs qui était de démilitariser les régions du Nord Mali et donc, ces régions ont été prises aisément par les islamistes car l'armée malienne s'était retirée complètement de ces zones, la présence militaire était extrêmement faible, juste des postes de contrôle assez léger. Avant le début des hostilités au nord du Mali, il n'y avait pas de véritables bases militaires maliennes qui soient positionnées dans le nord qui représente tout de même les 2/3 du territoire national. Lorsque les accords d'Alger de 2006 ont démilitarisé ces 3 régions, cela a créé un sanctuaire pour les terroristes, les Djihadistes, les trafiquants. C'était une zone de non droit et les autorités françaises avaient demandé au Président Touré de faire attention car il y avait des prises d'otages, mais à partir du moment où les otages n'étaient pas des maliens, que cela était une situation de rente pour les proches du pouvoir que sont les conseillers militaires les intermédiaires du palais présidentiel... rien a été fait.

Lors de la libération de Pierre Camatte, les autorités françaises demandaient la libération de quatre terroristes algériens qui étaient détenus à Bamako, cela a créé un incident diplomatique avec l'Algérie. Sarkozy voulait faire un coup politique et médiatique en ayant obtenu la libération de Pierre Camatte, mais en même temps Paris s'était rendu compte que le pouvoir était complice de ces prises d'otages. Cela n'a pas aidé ATT, de plus, il soutenait Kadhafi, ce sont les raisons pour lesquelles, Paris l'a lâché. Sa carte n'était plus jouable mais il fallait que le système continue avec l'intronisation du Président de l'Assemblée Nationale Dioncounda Traoré comme président intérimaire puis imposé comme président de la Transition par les chefs d'État de la CEDEAO au service des autorités françaises.

Depuis le début on a l'impression que c'est la France qui dirige le

Mali, qui tire les ficelles, et c'est sûrement la vérité.

Peux tu faire un point sur la situation du pays tant au nord qu'au sud ?

Depuis le début de la crise, les populations qui n'ont pas d'intérêt dans cette crise, sont les premières victimes. Concernant les touaregs ils paient un lourd tribut dans cette guerre, la majeure partie des réfugiés actuellement ce sont les Touaregs. Cette population qui a fui la guerre et a dû fuir le Mali parce qu'elle a peur d'être assimilée, par l'armée malienne, aux terroristes et à des Djihadistes. Il y a un problème d'amalgame mais la population malienne dans son ensemble est sensibilisée dans ce sens afin d'éviter ces amalgames.

Je pense que ceux qui ont commencé cette guerre doivent demander le pardon à cette population Touarègue du Mali qui est d'ailleurs dans une situation très précaire, dans une situation de drame. Dans tous les pays voisins, Mauritanie, Burkina Faso, Algérie, Niger, il y a des réfugiés Touaregs. Quand j'entends dire le MNLA qu'il se bat pour créer, instaurer un état de l'Azawad avec les touaregs, je pense que le MNLA aurait pu faire l'économie de cette guerre. Car le Mali est un pays un et indivisible donc c'est cette frange de ces indépendantistes n'ont pas pensé à ce qu'il pourrait arriver à cette population touarègue qui est vraiment ciblée, et qui se retrouve entre le marteau et l'enclume. Cette population au Nord dans sa grande majorité est formée des Songhaï, les Peuls, et ceux-ci n'aspirent qu'à une chose, le retour de la paix et à leur vie d'avant. On peut résoudre ce problème du Nord du Mali dans une décentralisation très poussée avec des transferts de compétences, transfert de ressources de l'État pour essayer de déconcentrer l'état central.

La France a fait le boulot le plus facile pour l'instant car elle n'a fait que repousser les Djihadistes qui ne sont pas défaits. Même le Président Hollande a dit à un moment qu'il y a peut être que 10% du potentiel djihadiste qui a été atteint. Ils sont dans les grottes, dans les montagnes du massif de l'Adrar des Ifoghas le long de toute la frontière avec l'Algérie et le plus dur reste à faire. Le plus dur reste à venir puisqu'il faut gagner la paix.

Dans cette situation il y a des débats à l'intérieur de la gauche française sur la revendication du retrait des

troupes françaises du Mali Qu'en penses tu ?

Notre position, à SADI, est claire c'est avant tout une solution malienne. On voulait une armée malienne assez forte, qui soit aidée. Car son armement date des années 60, on a entendu des Maliens qui sont sur le conflit au cotés des troupes françaises dire qu'ils n'ont jamais vu des armes comme cela, à part dans les films. Pour se battre, il faut avoir des armes, et l'armée malienne vu son équipement savait que c'était un combat perdu d'avance. Pendant un an de crise la France n'a rien fait pour aider cette armée malienne, elle a plus créé de problèmes. Au sein même de l'armée malienne il y a un bataillon à majorité Touarègue avec à sa tête le Commandant Ag Gamou. Ce bataillon peut aider l'armée française pour faire libérer les otages français, ce qui peut nous éviter le remplacement du MNLA dans le jeu.

Au Mali, il y a eu tellement de hargne médiatique à l'égard de ceux qui sont contre l'intervention française au Mali que le débat n'est pas possible. Les opposants n'ont pas le droit à la parole, ils se font traiter d'apatrides, de rebelles du sud. Tout ce qui va à l'encontre de cette intervention militaire française ne passe plus dans les médias. Vu la souffrance de nos populations à cause des Djihadistes, nous n'avons pas condamné l'intervention. Mais cette intervention est loin de résoudre le problème de l'effondrement de l'État. En plus, elle a permis de conforter un système, celui là même qui a mis le Mali en lambeau.

Un pays comme le Mali a besoin d'une guerre contre la pauvreté pour qu'il y ait à manger pour tout le monde, la guerre contre la misère, la pauvreté, la maladie, le manque d'éducation, cela doit être la préoccupation majeure de toutes les populations. Pour le Mali, la situation est grave, le Mali est au milieu entre les forces djihadistes d'un coté et de l'autre les forces néo-colonialistes.

Propos recueillis par **Paul Martial**.



www.afriquesenlutte.org

Afriques en lutte est un collectif de militant(e)s anticapitalistes membres ou non de plusieurs organisations politiques. Son site présente les articles parus dans le bulletin (envoi gratuit sur simple demande) ou d'autres publications amies. Notre objectif est de diffuser, à partir d'un point de vue militant, un maximum d'informations (politiques, économiques, sociales et culturelles) sur le continent africain et sa diaspora. **REJOIGNEZ AFRIQUES EN LUTTE !**

BROYÉ PAR L'HISTOIRE



Mon Général^[1] de Marcel Zang est une œuvre dérangeante qui dépeint la relation complexe, névrotique, ambiguë, désabusée, cynique entre la France et ses colonies, mise en scène par Kazem Shahryari, exilé iranien en France. Paris, années 70: Afrique, Africains, guerre d'Algérie, anciens combattants, général de Gaulle, indépendances, utilitarisme migratoire, Blancs, Noirs, sexe, impuissance, Amour. Comme son père « tirailleur sénégalais », le Camerounais Augustin, dit « Mon Général », voue un véritable culte au général de Gaulle. Il vit entouré de ses portraits dont les discours lui servent même de stimulant en cas de panne sexuelle. C'est cet amour qui le conduira dans une France fantasmée où il ne trouvera que déception et déchéances, jusqu'à cette dernière scène hallucinante et grotesque dans laquelle ses ami(e)s (barbier, prostituée, proxénète, intellectuel), affublé(e)s de manches à balai dérisoires, le soutiennent dans sa folie, lors d'un dîner extorqué le jour de paye. On assiste avec un certain malaise à une tentative pathétique de retrouver un semblant de dignité, militaire, autoritaire. Terrible. Destin tragique d'un être broyé par une histoire dont il n'a pas conscience. Les « bas-fonds », avec ses personnages misérables et touchants, marqués par la solitude, la débrouille, la recherche d'argent pour survivre. Seul Saïd, le collègue algérien d'Augustin à l'usine, tentera vainement de lui ouvrir les yeux sur la réalité politique et sociale : Setif, Guelma, la colonisation, l'exploitation des OS.

Scénographie intelligente rythmée d'apparitions musicales, sous le regard omniprésent du masque, en miroir de la performance d'ouverture de la pièce, ballet étrange et envoûtant qui accueille les spectateurs(trices) dans la pénombre.

Traumatisme d'une mémoire confisquée, négation d'une vie de misère et de souffrances, manipulation de l'histoire, c'est tout ça aussi *Mon Général*. Rêves, douleurs, frustrations quand le présent est construit sur un mensonge.

Un spectacle étonnant, porté par des comédien(ne)s enthousiastes et sensibles, entre rire et larmes, qui convoque musique, danse, texte, document.

Pour celles et ceux qui n'ont pas eu la chance de le voir, souhaitons que de prochaines représentations soient très bientôt programmées, car une pièce de Marcel Zang, auteur et dramaturge reconnu, c'est toujours un événement à la portée politique et artistique indéniable.

Gisèle Felhendler

[1] Avec Alain Dzukam, Lélé Matelo, Odile Roig, Basile Siékoua, Paul Soka, Tadie Tuene



Après le prometteur L'Afrance et le tonique Andalucia, Alain Gomis signe un troisième long métrage tout aussi personnel, [Aujourd'hui](#), en salles ce mercredi. Très remarqué au dernier Festival de Berlin, le film relate la dernière journée sur Terre d'un homme qui sait qu'il va mourir. Un voyage plein de douceur et de poésie, avec dans le rôle principal Saul Williams, connu jusqu'ici pour ses talents de musicien et slammeur.



Les Touaregs Kel Adagh. Dépendances et révoltes: du Soudan français au Mali contemporain

Cases Rebelles, émission web de révolutionnaires noirs en colère



<http://www.cases-rebelles.org>

POUR NOUS CONTACTER, e-mail: afriquesenlutte@yahoo.fr; site: www.afriquesenlutte.org